

■ formation du gouvernement

L'ouverture qui coince

Nicolas Sarkozy tient-il enfin le symbole de « l'ouverture » qu'il entend imprimer à son gouvernement ? La nomination du socialiste Bernard Kouchner au ministère des Affaires étrangères revenait hier avec insistance, alors que le gouvernement de 15 ministres dirigé sans aucun doute par François Fillon commençait à prendre forme.

Après un week-end de consultations au pavillon de la Lanterne, résidence de campagne des Premiers ministres dans le parc du château de Versailles, le successeur de Jacques Chirac a poursuivi ses tractations dans ses bureaux provisoires du 35 rue Saint-Dominique. Le président élu semble avoir trouvé les sept ministres hommes de son gouvernement paritaire de 15 ministres.

Des dents grincent à l'UMP

Un nom était sur toutes les lèvres, celui de Bernard Kouchner. La nomination au Quai d'Orsay du très populaire co-fondateur de Médecins sans frontières et ex-ministre socialiste a été présentée comme sûre par une source proche du président élu. L'entourage de Nicolas Sarkozy n'a ni confirmé ni démenti.

Et, selon *Le Monde* d'aujourd'hui, Kouchner devait être reçu hier par Sarkozy. Les discussions ont apparemment porté sur le périmètre du futur ministère et sur le nom des secrétaires d'Etat adjoints à Kouchner.

En effet, depuis la semaine dernière, Sarkozy est à la recherche de personnalités de gauche pour incarner l'ouverture qu'il entend donner au gouvernement qu'il doit nommer dans la foulée de son installation aujourd'hui à l'Élysée.

Hubert Védrine, ex-ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jospin (1997-2002), a égale-



Le nom de Patrick Devedjian (au centre) n'est pas mentionné parmi les favoris pour un portefeuille ministériel. En revanche, Bernard Kouchner (à gauche) est largement présenté à la Diplomatie et Hubert Védrine pourrait bien hériter du portefeuille de la Justice... tant convoité par Patrick Devedjian.

Photos AFP

ment été approché pour le Quai d'Orsay. Mais son nom était évoqué avec insistance hier pour le ministère de la Justice.

Reste que cette ouverture fait grincer pas mal de dents à l'UMP. Certains proches de Nicolas Sarkozy n'ont pas caché leur amertume lors du conseil national qui s'est tenu hier pour organiser la succession de Sarkozy. Et certains caciques avaient même les nerfs à vif. « Je suis pour aller très loin dans l'ouverture, y compris jusqu'aux sarkozystes », a par exemple ironisé Patrick Devedjian, qui rêvait du ministère de la Justice.

Sans parvenir à cacher sa déception, le conseiller politique de Sarkozy a même ajouté : « Je pense que

la fidélité n'est pas nécessairement le contraire de la compétence ». Et de conclure : « Je pense aussi que la fidélité fait partie des valeurs qui sont fondamentalement celles de la droite et que nous les assumons avec les autres. »

Quant à Michèle Alliot-Marie, qui convoitait les Affaires étrangères, elle aurait eu un accrochage avec le président élu à ce sujet.

Juppé, grand-écolo selon Hulot

Alors si Sarkozy n'a pas encore vraiment trouvé ses ministres d'ouverture, le reste du gouvernement se constituait peu à peu.

Reçu hier, Alain Juppé fera « probablement » son retour aux affaires à la tête du grand ministère du Déve-

loppement durable (Écologie, Transports, Énergie), avec le titre de ministre d'Etat, selon Nicolas Hulot, qui s'est aussi entretenu avec Sarkozy.

Jean-Louis Borloo, qui était candidat à Matignon, se consolait avec un grand ministère de l'Emploi et de la Stratégie économique. Ce nouveau portefeuille réunirait des services issus de Bercy et son actuel ministère de la Cohésion sociale.

Où sont les femmes ?

Puis, porte-parole de Sarkozy, Xavier Bertrand devrait être récompensé par le nouveau ministère des Comptes, qui chapeautera les services du Budget.

Et le président du groupe UDF à l'Assemblée Hervé Morin, chef de file des centristes ralliés à Sarkozy, serait remercié avec le portefeuille de l'Agriculture. Son nom était aussi évoqué pour la Défense.

Quant à Brice Hortefeux, il serait le seul fidèle de toujours de Sarkozy à entrer au gouvernement, mais apparemment pas au ministère de l'Intérieur dont il rêvait.

Du côté des femmes, les noms de Michèle Alliot-Marie, Roselyne Bachelot (Santé-Sport), Rachida Dati (Immigration), Christine Albanel (Éducation-Culture), ancienne plume de Jacques Chirac, et Christine Lagarde revenaient avec le plus d'insistance. Ceux de Christine Boutin et de Valérie Pécresse étaient aussi évoqués. Et Sarkozy ne désespérait pas de convaincre Anne Lauvergeon, p.-d.g. d'Areva.

Une chose est sûre : tout peut encore bouger d'ici l'annonce de la composition du gouvernement qui aura certainement lieu vendredi. Et « Il y aura pas mal de surprises », prophétisait hier proche de Sarkozy.

EN
BREF

JDD/CÉCILIA
Des syndicats de journalistes dénoncent la « censure »

La décision du Journal du Dimanche de ne pas publier un article révélant que Cécilia Sarkozy n'avait pas voté le 6 mai a suscité hier les critiques de plusieurs syndicats de journalistes, qui ont dénoncé une « censure », et de Reporters sans frontières qui a exprimé « sa préoccupation » et appelé à « la vigilance ».

MUSÉE GRÉVIN

La passation c'est déjà fait...

La passation de pouvoirs entre Chirac et Sarkozy a déjà eu lieu au musée Grévin, où le double de cire du président élu avait pris hier la place du sortant. La statue de Sarkozy, inaugurée en juillet 2006 par l'original, remplace désormais celle de Chirac entre George W. Bush et Vladimir Poutine. Le double de Chirac reste exposé dans la même pièce, mais en retrait.

(Photo AFP)



CE QU'ILS EN DISENT

• **Bertrand Delanoë, maire PS de Paris**, affirme qu'« on ne peut pas être de gauche et dans ce gouvernement ». Il a insisté : « Je ne vais pas décider que Claude Allègre devient bête ou que Bernard Kouchner n'a pas de qualités, mais je dis simplement que quiconque croirait de bonne foi que ce gouvernement peut mener une politique progressiste se trompe ».

• **Laurent Fabius, ex-Premier ministre PS**, a déclaré : « Si on est un homme ou une femme de gauche, je ne vois pas comment on accepte de faire une politique de droite dans un gouvernement de droite. C'est la responsabilité et la conscience de chacun ».

• **Un responsable de l'UMP, sous couvert de l'anonymat** a lancé à l'issue du Conseil national de l'UMP : « Ça grince sur le nom de Kouchner. Védrine, ça passe bien mais Kouchner, j'espère que ce n'est qu'une rumeur. »

• **Gérard Longuet, conseiller de Sarkozy lorsqu'il était président de l'UMP**, a affirmé au sujet de l'éventualité « Kouchner » au Quai d'Orsay : « Je pense que les convictions socialistes de Kouchner ne seront pas celles que nous mettrons en œuvre mais au plan international, ce qu'il dit correspond à ce que nous pensons ». Prié de dire s'il approuvait la volonté d'ouverture de Sarkozy, il a

répondu : « Il y a des domaines où c'est possible, il y a des domaines où cela me paraît plus difficile ».

• **Benoît Hamon, député européen PS**, a affirmé que Védrine et Kouchner porteraient « un sale coup » au PS s'ils acceptaient de participer au gouvernement de Sarkozy. Il a déclaré : « Cela les amènerait à quitter la gauche ». Hamon a toutefois relevé qu'il s'agirait d'un « phénomène assez marginal » car ces deux personnalités, de même que Claude Allègre, également contacté par le président élu, n'étaient « pas très investies dans la vie collective du parti socialiste ».

Quand Kouchner éreintait Sarkozy

Bernard Kouchner s'est parfois montré très critique envers Nicolas Sarkozy, l'accusant encore récemment de « pêcher dans les eaux de l'extrême droite ».

Il y a tout juste un mois, le 12 avril, l'ex-ministre de la Santé de Jospin et membre de l'équipe de campagne de Ségolène Royal, s'élevait contre la franchise sur les remboursements de soins préconisée par le candidat UMP, proposition qu'il jugeait « hypocrite » et « très mauvaise ».

Le même jour, lors d'un point presse du PS il s'en était également pris alors aux déclarations de Sarkozy sur le caractère inné de la pédophilie, un point de vue selon lui « singulièrement dangereux, voire complètement irresponsable ».

Il enfonçait même le clou : « Quand à la fois on fait un ministère de l'identité française et on parle des caractères acquis et de l'inné génétique, on est là dans un terrain mouvant et une dérive historiquement scandaleuse ».

Et l'ancien-French doctor a par ailleurs été un acteur important de Mai 68, dont Sarkozy entend « liquider une bonne fois pour toutes l'héritage ».

Toutefois, en décembre 2006, dans un entretien au Parisien, Kouchner se disait déjà prêt à rejoindre, en cas de victoire de Sarkozy, « un gouvernement d'ouverture », « d'union nationale, dépassant les clivages habituels, s'il y a une vraie "équipe de France" ».

■ ce soir

Les adieux télé de Chirac avant sa remise de pouvoirs à Sarkozy

Jacques Chirac s'adresse ce soir aux Français dans une intervention télévisée à la veille de la passation des pouvoirs avec Nicolas Sarkozy. Le service de presse de l'Elysée l'a annoncé hier. Cette intervention télévisée à 20h sera la dernière des 12 années de présidence de M. Chirac. Le président sortant devrait faire le bilan de ses deux mandats à l'Elysée. Ses paroles vis-à-vis de son successeur seront également disséquées. Le président sortant doit transmettre ses pouvoirs à Nicolas Sarkozy demain à 11h. Après avoir quitté l'Elysée, Jacques Chirac doit se

consacrer à la création d'une Fondation pour le développement durable et le dialogue des cultures, dont le lancement est prévu à l'automne. Avant Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing avait été le seul président sortant de la V^e République à s'adresser aux Français à la télévision avant de transmettre ses pouvoirs à son successeur. « Au revoir », avait conclu M. Giscard d'Estaing, en laissant derrière lui une chaise vide, lors de cette intervention télévisée le 19 mai 1981, deux jours avant d'accueillir François Mitterrand à l'Elysée.



Demain, un départ de l'Elysée après douze ans de présidence... et quarante-deux ans de vie publique.

Photo AFP/Kovarik

une « bête » politique aux multiples visages

Depuis douze ans au faite du pouvoir, Jacques Chirac a connu une formidable longévité politique au prix de nombreuses métamorphoses. A 74 ans, dont quarante-deux ans d'une vie publique riche en rebondissements, ce battant s'est forgé un destin hors norme : deux fois président, deux fois Premier ministre, dix-huit ans maire de Paris. Ses deux victoires présidentielles de 1995 et 2002, il les a remportées en déjouant tous les pronostics. Mais il a eu ensuite du mal à transformer l'essai, contraint notamment de cohabiter cinq ans avec le socialiste Lionel Jospin après une malencontreuse dissolution de l'Assemblée, ou subissant un échec majeur avec le fiasco du référendum européen en 2005. Ses partisans voient en lui un homme chaleu-

reux, généreux, « toujours attentif aux autres ». Ses adversaires le décrivent comme « versatile », sans vision, « plus capable de conquérir le pouvoir que de l'exercer ».

Plus complexe qu'on ne l'a cru

Ses biographes s'accordent toutefois à reconnaître qu'il est bien plus complexe que l'image qu'il a longtemps donnée : un bon vivant au parler cru, amateur de bière Corona et de tête de veau, s'adonnant avec appétit aux bains de foule, « caressant le cul des vaches » dans les salons agricoles. Car cet homme au visage hâlé, toujours en mouvement, élané - il dépasse le mètre quatre-vingt-dix - est aussi un amoureux de l'Asie, passionné de sumo, grand défenseur des « peuples oubliés », artisan du dialogue des

cultures. Dans sa jeunesse, il s'embarque pour les Etats-Unis où il travaille comme serveur et s'amourache d'une jeune Américaine. Etudiant, il signe l'appel de Stockholm lancé par les communistes contre la bombe atomique et vend même épisodiquement L'Humanité. Pourtant, le fils unique en rupture avec son milieu bourgeois n'est jamais allé au bout de la transgression. Il entre à Sciences-Po où il rencontre sa future épouse, Bernadette Chodron de Courcel, dont il aura deux filles, Laurence et Claude.

« Le bulldozer » de Pompidou

Et après avoir servi comme lieutenant en Algérie, le jeune énarque impatient se lance dans la politique, sous le parrainage de Georges Pompidou qui le surnomme « mon

bulldozer ». Ce gaulliste pragmatique remporte sa première élection en 1965, comme conseiller municipal de Sainte-Férelle, en Corrèze, département de vieille tradition radicale dont il fait un fief et qu'il représentera à l'Assemblée de 1967 à 1995.

Un instinct politique hors du commun

Rapidement, il enchaîne les plus hautes fonctions : ministre sans interruption de 1967 à 1974, deux fois chef de gouvernement - sous Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1976, sous François Mitterrand de 1986 à 1988 -, trois fois maire de Paris de 1977 à 1995. De ce bastion parisien, il se lancera par deux fois, sans succès, à la conquête de l'Elysée, en 1981 et 1988. Cette longévité, il la doit à son instinct politique qui lui fait capter les attentes des Français et à sa formidable capacité à rebondir après ses échecs, comme après sa sévère défaite face à Mitterrand en 1988.

Ces nombreux combats lui ont valu la réputation d'un « tueur » éliminant tout concurrent potentiel. A l'exception notable de Nicolas Sarkozy, dont il n'a pu empêcher la marche forcée vers l'Elysée.

PETITES PHRASES

COHABITATION

Fusion et fission

« Ce n'est pas la fusion mais ce n'est pas non plus la fission ». (17 juin 1997).

SUMO

J'aurais pu en faire

« Peut-être qu'en le pratiquant jeune, j'aurais pu faire du sumo, j'avais la taille nécessaire, et le poids, ça s'acquiert... ». (28 janvier 1998)

CASSETTE MÉRÉ

Abracadabrantesque

« Aujourd'hui, on rapporte une histoire abracadabrantesque. On fait parler un homme mort il y a plus d'un an. On disserte sur des faits invraisemblables qui auraient eu lieu il y a plus de quatorze ans ». (21 septembre 2000).

VOYAGES PAYÉS EN LIQUIDE

Pschitt

« Ce n'est pas qu'elles se dégonflent, c'est qu'elles (les sommes, ndr) font + pschitt +, si vous me permettez cette expression ». (14 juillet 2001).

ENVIRONNEMENT

Notre maison brûle...

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». (2 septembre 2002)

GOUVERNEMENT

Je décide, il exécute

« Je décide et il exécute ». (à propos de Nicolas Sarkozy, 14 juillet 2004).

CARRIÈRE

Avec les meubles

« Quand j'ai été élu (...) j'avais 32 ans et je suis entré tout de suite au gouvernement ». « Je suis resté ensuite tout le temps. Les gouvernements changeaient, moi je restais avec les meubles ». (16 juillet 2006).

DIPLOMATIE

Le plus sexy

« Je te présente l'homme le plus sexy de Finlande », à propos du Premier ministre finlandais Matti Vanhanen. (10 septembre 2006).

RACISME

Ne composez jamais

« Ne composez jamais avec l'extrémisme, le racisme, l'antisémitisme ou le rejet de l'autre ». (11 mars 2007).

La dernière mue d'un homme aux confidences tardives

Jacques Chirac a aussi été comparé à un « caméléon » en raison de sa faculté à changer au fil des années : partisan d'un travaillisme à la française dans les années 70, il se fait le chantre du libéralisme à la Ronald Reagan dix ans plus tard, avant de dénoncer la « fracture sociale » en 1995.

C'est ainsi que le « fana-mili » a incarné l'opposition à la guerre en Irak ou que l'homme de la reprise des essais nucléaires s'est mué en défenseur d'une planète en danger. La prochaine mue de Jacques Chirac devait le voir à la tête d'une fondation pour poursuivre son engagement en

faveur du développement et du dialogue des cultures. « L'agité » (qualificatif dont on prête la paternité à Giscard) s'est assagi, selon ses proches. Parvenu à la fin de son mandat, il a commencé à lever le voile sur ses déchirures intimes, confiant que l'anorexie mentale de sa fille Lau-

rence avait été « le drame » de sa vie. Des confidences, tardives, d'un homme sous les projecteurs publics depuis plus de 40 ans, mais qui s'est efforcé jusqu'au bout de cacher toute émotion à l'heure où il remet les clés de l'Elysée à Nicolas Sarkozy.

■ ps

La deuxième salve de DSK est pour... Hollande



« Le PS, depuis 2002, a été incapable de se renouveler », attaque Dominique Strauss-Kahn qui a ironisé sur la proposition de François Hollande d'organiser des « assises pour refonder un grand parti de la gauche ». Il lui reproche d'être « le principal responsable » de la défaite. Photo PQR/Marlène Awaad/IP3/MAXPPP

Après leur cuisante défaite à la présidentielle, les socialistes s'affrontent ouvertement. Après avoir tiré à boulets rouges sur Ségolène Royal cinq minutes après l'annonce du résultat du second tour, Dominique Strauss-Kahn s'en prend maintenant à François Hollande qui, lui, tente d'ouvrir une perspective en proposant des assises pour un nouveau parti.

Après un Conseil national où les témoins ont cherché à afficher un minimum d'unité, le Premier secrétaire du PS a proposé dimanche soir la tenue après les législatives « des assises pour refonder un grand parti de la gauche », qui couvrirait « tout l'espace » de la gauche au centre.

La ligne de ce parti « ne saurait être so-

cial-démocrate » un « modèle assez vieillissant ». Coup de griffe à Dominique Strauss-Kahn chantre de la social-démocratie.

La réaction ne s'est pas fait attendre : DSK a accusé nommément lundi le premier secrétaire d'être « le principal responsable » de la défaite présidentielle et de vouloir « fuir, dans des manoeuvres institutionnelles, la réalité ».

Recomposition à l'italienne

Dans le même registre, le député-maire d'Evry, dans l'Essonne, Manuel Valls a aussi jugé hier que François Hollande était « un obstacle à la rénovation et aux assises que lui-même appelle de ses vœux ».

Mais, face à « la pression » à laquelle il

est soumis, et alors que « Ségolène Royal donne l'impression qu'elle veut prendre sa place », François Hollande « ne pouvait pas rester sur une ligne d'immobilisme », et devait « donner le signal d'une évolution future », analyse Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française. La proposition du premier secrétaire procède d'une recomposition de la gauche à l'italienne, plutôt que d'une main tendue au centriste François Bayrou qui n'est pas pour l'heure « dans une stratégie de changement d'alliance ».

Mais la suggestion d'assises brouille encore un peu plus le calendrier du PS alors que Ségolène Royal insiste sur la tenue rapide d'un Congrès d'où elle espère sortir une nouvelle fois candidate pour 2012.

ÉDITORIAL
Marc
Chevanche



Balle au centre

En jurant de ne parler des choses qui fâchent qu'après les élections législatives, les dirigeants socialistes avaient pris de bonnes résolutions. Ils ont du mal à les respecter et cela ne tient pas seulement aux faiblesses humaines. Car la situation du Parti socialiste est grave sous les trois registres que sont son niveau d'influence, sa stratégie d'alliance, la bataille en son sein pour le leadership enfin.

S'agissant du niveau d'influence, le score de 25 % réalisé par Ségolène Royal au premier tour a pu paraître honorable. A y regarder de plus près, il n'est cependant jamais que le total des résultats obtenus par Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement et Christiane Taubira en 2002. Venant après de bons succès aux élections régionales et européennes et, surtout, ayant l'avantage avec Nicolas Sarkozy comme adversaire d'avoir affaire à un sortant, on ne saurait dire que la candidate socialiste

a fait fructifier le pactole. La raison de ce score finalement médiocre est bien identifiée. C'est le tiers environ des électeurs qui se sont portés sur François Bayrou qui ont manqué à Ségolène Royal et c'est cette donnée qui invite à repenser la stratégie d'alliance. Le salut d'une coalition majoritaire ne saurait, en effet, venir désormais des alliés de l'ex-gauche plurielle. Les extrêmes gauches restent volontairement hors jeu, le PC est sous perfusion et les Verts se portent plus mal encore. L'avenir du Parti socialiste serait donc au centre. Mais, outre que Laurent Fabius et d'autres ne manqueront pas de contester cette orientation, une telle révision doctrinale se heurte à une dernière difficulté : ils sont au moins trois — Dominique Strauss-Kahn, François Hollande et Ségolène Royal — à prétendre jouer cette balle au centre. La sérénité au sein du « grand parti de gauche » n'est donc pas pour demain.

■ fn

Le Pen veut son «match retour»

Après le camouflet de la présidentielle, le Front national espère reprendre des couleurs lors du « match retour » des élections législatives avec une campagne « concrète » et une mobilisation tous azimuts de son président Jean-Marie Le Pen.

Le dirigeant frontiste, qui s'était peu déplacé pendant la campagne présidentielle, louera un avion privé pour se rendre dans les régions soutenir les candidats FN.

Après avoir perdu un million de voix au premier tour par rapport à la présidentielle de 2002, essentiellement au profit de Nicolas Sarkozy, Jean-Marie Le Pen prédit « un match retour victorieux », lui permettant de « reprendre lar-



Photo AFP

gement les voix » perdues.

Présent dans toutes les circonscriptions

Dans cet objectif, la campagne sera « extraordinairement active » et centrée sur des la préférence nationale, la réforme du code

de la nationalité, l'arrêt des négociations européennes avec la Turquie a expliqué Bruno Gollnisch.

« Seul un vote FN peut obliger le gouvernement à prendre en compte » ces exigences, a estimé Bruno Gollnisch, car « M. Sarkozy

évoque seulement nos thèmes, ce qui ne veut pas dire qu'il a adopté les mesures nécessaires ».

Le FN sera présent au premier tour dans la quasi-totalité des circonscriptions, rejetant les offres d'accord faites notamment par le MNR, le parti de Bruno Mégret.

Les législatives ont toujours été un scrutin difficile pour le FN, qui y a réalisé des scores systématiquement en retrait par rapport à la présidentielle. Mais Jean-Marie Le Pen compte sur des « surprises », voulant croire que le président élu, qui a dépassé les 53 % au second tour, n'a pas bénéficié d'un « vote d'adhésion », mais d'un vote de « refus de la candidate socialiste ».

EN BREF

FABIUS

Pan sur Hollande, DSK et Royal !
Laurent Fabius a dénoncé hier « le spectacle désolant » qu'offre, selon lui, le PS et appelé les cadres à « se ressaisir vraiment, vigoureusement » avant les législatives. Et de dénoncer successivement les propos tenus par Hollande, DSK et Royal.

« Vous entendez l'un dire que l'on va faire un autre parti. Un autre dit : « ça fait dix ans qu'on n'a fait que des bêtises. » Comme argument électoral il y a quand même mieux. Telle autre voix dit : « oui mais le problème c'est de savoir, de désigner tout de suite le candidat pour dans cinq ans ». Mais pour les gens : « avant de regarder dans 5 ans il faut regarder dans les 5 semaines ». Fabius a aussi estimé qu'attribuer la défaite à une droitisation de la société française était « une analyse très superficielle ».

Keno Tirages du LUNDI 14 MAI 2007

9	11	14	18	19	23	24	25	28	30
32	35	36	37	41	43	46	54	57	62

Jackpot : 0.81.80.82
Montant : 40 000 €

Résultats et Informations : 0507 65 7000 www.frdjeux.com

1	5	8	9	10	17	18	20	25	30
31	35	44	47	51	52	62	64	68	69

Jackpot : 2.49.98.34
Montant : 60 000 €

FRANÇAIS DES JEUX